

DEMOCRATIE

Les cellules de base manquent d'oxygène



Une alternative à la commission consultative traditionnelle: les groupes de travail ad hoc, comme ce "Urban Workshop" organisé le 17.03.06 à Differdange. (Foto: www.differdange.lu)

La mise en place des nouveaux conseils communaux aurait pu être l'occasion de réformer le rôle des commissions consultatives. Face à l'inertie du ministère de l'Intérieur, c'est à l'initiative locale de jouer.

(rw) - "Dans le contexte du travail politique au niveau communal, les commissions consultatives jouent un rôle très important, alors qu'elles constituent un forum d'échange d'idées permettant de faire participer à la vie politique des citoyens au-delà du cercle des élus, voire au-delà de celui des membres de partis politiques. Les commissions consultatives constituent ainsi des cellules de base de la démocratie au véritable sens du terme ..." La réalité est bien loin de l'idéal décrit dans un avis du Conseil d'Etat. Dans la vie journalière des conseils communaux, elles deviennent essentiellement actives lorsqu'il s'agit d'aviser des projets à réaliser. Surtout dans les communes à système proportionnel, où le jeu des rapports de force entre les partis domine la discussion politique, l'échange d'idées se réduit souvent à une préfiguration du vote dans la plénière du conseil communal: les représentant-e-s de la majorité soutiennent le projet, ceux et celles de l'opposition votent contre. Au mieux, la présence de fonctionnaires et d'échevin-e-s en charge des dossiers permet aux membres de demander des explications et de s'instruire ainsi sur les tenants et aboutissants de la politique communale.

Si les commissions consultatives ne jouent que rarement le rôle de forum d'échange d'idées, la volonté politique y est pour quelque chose. La loi communale de 1998, même en sa version modifiée de 1999, ne consacre qu'un seul article aux commissions consultatives, prévoyant lapidairement que "le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par règlement d'ordre intérieur. Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle, chaque groupement de candidats est représenté dans les

commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil." Le principe est donc, dans ce domaine aussi, celui de l'autonomie communale, l'intervention du ministère de l'Intérieur se limitant à proposer un règlement-type qui date de ... 1989.

Plus d'impact

Le Mouvement écologique vient de retravailler ses propositions pour un règlement d'ordre intérieur, donnant notamment plus d'impact à ces "cellules de base". Ainsi propose-t-il que les commissions aient le droit de s'autosaisir de dossiers et d'élaborer des avis, voire de proposer des points pour l'ordre du jour du conseil communal. En ce qui concerne la composition des commissions, l'organisation souhaiterait les élargir, en plus de la représentation proportionnelle des partis politiques, aux citoyens et citoyennes sans carte de parti ainsi qu'aux représentant-e-s d'associations.

Dans la commune de Sanem, régie par une majorité socialiste-verte, les commissions comptent depuis plusieurs années des membres supplémentaires représentant les ONG actives dans des domaines comme l'environnement, l'égalité femmes-hommes ou le troisième âge. Robert Engel, le nouveau bourgmestre socialiste, confirme que les résultats de cette démarche sont très positifs: "Si le principe de départ est un plus de participation citoyenne, les gens apportent aussi leur savoir concret, et jouent leur rôle dans l'intérêt de la commune." Selon lui, des problèmes d'équilibre politique ne se posent pas, les avis pris par les commissions étant pour la plupart unanimes.

Contre-exemple: la ville de Luxembourg. La déclaration échevinale de la nouvelle majorité DP-Gréng prévoit que les commissions ne pourront qu'inviter dans des cas précis "des représentants d'associa-

tions pour obtenir des éclaircissements et des explications supplémentaires sur les sujets traités". Et elle a même écarté le groupe politique de l'ADR des commissions consultatives, non pas sur base des propos d'ultra-droite de ce parti, mais pour des raisons arithmétiques. Le ministre de l'Intérieur vient d'ailleurs d'inviter le collège échevinal en question "à entreprendre sans délai les démarches qui s'imposent pour procéder à une répartition des sièges des commissions consultatives qui soit conforme à la loi et au règlement d'ordre intérieur du conseil communal de la Ville de Luxembourg".

Paul Helminger, bourgmestre de la ville de Luxembourg, se défend: "Notre approche vis-à-vis du conseiller Henckes était motivée par le souci de respecter l'ordre d'importance entre les partis d'opposition. Auparavant, ceux-ci trouvaient eux-mêmes un arrangement, maintenant, ce n'est plus le cas. Suite à la réaction du ministre de l'Intérieur, nous allons évidemment remanier la composition des commissions." Pour ce qui est des représentant-e-s d'ONG, Helminger est formel: "Les commissions consultatives ont un rôle éminemment politique, et il est difficile de garder l'équilibre proportionnel entre les partis si d'autres personnes peuvent se prononcer lors des votes. D'ailleurs, si notre interprétation de la loi est plutôt restrictive, d'autres communes ne semblent pas la prendre au pied de la lettre." Par contre, les commissions consultatives vont être dotées du droit d'initiative en ce qui concerne les dossiers à traiter.

Manque d'appréciation

De telles démarches ponctuelles ne devraient-elles pas être remplacées par une réforme plus fondamentale? Blanche Weber, présidente du Mouvement écologique, renvoie à une enquête réalisée avant les élections auprès de membres de commissions consultatives et qui sera publiée dans le "Kéisécker", le bulletin de l'organisation: "Même si la disposition à s'engager une nouvelle fois était très haute, 40% sont d'avis que le modèle actuel des commissions consultatives n'est plus opportun."

Un avis que partage le bourgmestre de la commune de Beckerich, où le conseil communal est élu selon le système majoritaire. Alors qu'auparavant, le conseil communal invitait les citoyens et citoyennes au moyen d'un toutebôte à devenir membre d'une commission, on veut maintenant réduire le nombre des commissions traditionnelles et les flanquer de commissions ad hoc. En conclusion de deux workshops qui ont servi à clarifier les besoins de la commune, des groupes de travail vont élaborer, pendant plusieurs mois, des propositions sur des thèmes comme l'amélioration de la communication dans l'ère informatique ou la mobilité douce: "Cette manière de travailler n'est pas seulement plus efficace, elle est également plus adaptée à la disponibilité des citoyens et

citoyennes. Et souvent, ils sont plus intéressés à s'investir dans un projet précis que de vouloir refaire le monde."

Refaire le monde, c'est pourtant la tâche de certaines commissions, comme la commission à l'égalité des chances, ou encore de la commission pour étrangers (CCE) - obligatoire dans les communes qui comptent plus de 20% de population étrangère. Le règlement grand-ducal qui règle son fonctionnement et sa composition date de 1989. Sur initiative du Conseil national pour étrangers (CNE), sa "Commission spéciale permanente pour les CCE" vient d'élaborer une proposition de modification, mais qui ne pêche pas par audace. Ainsi, le président d'une CCE doit toujours être un-e Luxembourgeois-e, et le mode de composition de la commission n'est toujours pas clairement défini. Malgré le fait que certaines communes, comme celle d'Esch-Alzette, procèdent déjà par élection pour en désigner les membres étrangers, la commission spéciale permanente du CNE s'est limitée à proposer un appel de candidatures. Au conseil communal alors de choisir parmi les candidat-e-s.

José Coimbra, président de la commission spéciale permanente, a voté contre cette proposition de réforme: "Une commission qui n'est pas issue d'élections n'a pas de légitimité." De plus, déplore-t-il, le nouveau texte ne prévoit pas non plus la prise en considération systématique des avis de la CCE par le conseil, contrairement aux autres commissions obligatoires. "De toute façon", retient Camille Gira, "avec le temps, il est peut-être plus important que les personnes de nationalité étrangère soient membres dans toutes les commissions." Dans la commune de Beckerich, c'est déjà souvent le cas. Le

problème des langues est réglé pragmatiquement: on peut parler une des trois langues du pays, mais il faut pouvoir comprendre le luxembourgeois. Ainsi, tout le monde peut communiquer dans la langue qui lui est la plus proche.

Dans la ville de Luxembourg, les personnes étrangères peuvent également devenir membres des commissions normales, et, qui plus est, les membres étrangers de la CCE ont le droit de participer, en tant qu'observateurs, aux réunions des autres commissions. Par contre, la capitale est maintenant confrontée à un autre problème au niveau des CCE. En effet, la loi prévoit la parité entre membres luxembourgeois et étrangers. Suite aux dernières élections, le LSAP et le DP ont voulu proposer des membres étrangers de leur parti ayant figuré sur les listes d'élection pour les sièges accordés aux personnes luxembourgeoises. Mais le texte légal les en a empêché. En janvier, en réponse à une question parlementaire socialiste, Jean-Marie Halsdorf n'était pas d'avis qu'un changement de la législation était nécessaire. La ville de Luxembourg a néanmoins ressaisi le ministre par lettre sur la question, argumentant que le contingent des personnes luxembourgeoises devrait pouvoir compter des personnes d'origine étrangère qui figureraient sur les listes des partis pour les élections. Car, signale Paul Helminger, il y a eu une réforme électorale qui consistait entre autres à élargir et à faciliter le droit de vote pour les personnes étrangères. Comme quoi, la réalité démocratique dépasse de plus en plus la lettre de la loi.

Renée Wagener

Classé X

Dans notre édition précédente (844), les penchants libidineux ont repris le dessus: sex sells. Et comment! Face à une pénurie de stock sans précédent dans les kiosques, il nous a fallu réimprimer le double d'exemplaires. Notre effarement a vite fait place à une certaine satisfaction: après tout, même les journalistes

doivent manger. Voilà pourquoi nous avons décidé de ne pas lâcher ce filon et de vous proposer, après "Ex libris" et "Musixx", un nouveau supplément. Reste à trouver le nom adéquat: "Sexx", "Erotixx", "Wixx" ou tout simplement "XX"?

